

Chapitre 1

SOURCES ET LIMITES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La croissance économique, que l'on mesure toujours par l'augmentation du PIB en termes réels (c'est-à-dire en déduisant l'inflation), a des sources multiples, qui sont bien sûr le travail, le capital et le progrès technique, mais aussi les institutions que l'on définit en économie comme des règles qui encadrent les transactions et en sociologie comme des structures sociales dotées d'une certaine stabilité dans le temps. Cette croissance, bénéfique parce qu'elle permet l'amélioration des niveaux et modes de vie, n'est pourtant pas illimitée. Elle doit en effet être compatible avec une utilisation optimale des ressources primaires non renouvelables, sous peine de s'épuiser rapidement.

Grandes problématiques.....

Comment mesurer la croissance ? Le PIB (voir définition plus bas) est un indicateur imparfait de la production parce que c'est un flux et non un stock (il ne mesure la production d'un pays que sur un an, et n'évalue donc pas le patrimoine d'un pays), et aussi parce que toute une partie de la production n'est pas comptabilisée comme la production domestique (ménage, jardinage, bricolage) ou l'économie souterraine (travail au noir, commerce illégal) qui représentent pourtant dans certains pays des sommes tout à fait considérables. Une autre critique du PIB est qu'il ne prend pas en compte les effets négatifs de la croissance sur l'environnement (ce que l'on appelle en langage économique les externalités négatives de la croissance, une externalité étant de manière générale une modification de l'utilité d'un agent provoquée par un autre agent, sans que celle-ci passe par le marché). Enfin, on peut aussi reprocher au PIB de ne pas toujours contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie des individus. En effet, le PIB par habitant n'est qu'une moyenne qui ne donne aucune information sur la manière dont la richesse produite est répartie. De plus, il n'évalue pas le mode de vie des habitants, en particulier leur temps disponible, la qualité de leurs relations sociales, etc.

C'est la raison pour laquelle il faut compléter le PIB par d'autres indicateurs comme l'Indice de développement humain (IDH ; voir définition plus bas), l'Indice de pauvreté humaine (IPH, qui considère le sous-développement en termes de manques de droits fondamentaux, comme le droit à la vie mesuré par la probabilité de mourir avant 40 ans, le manque d'éducation mesuré par le pourcentage d'adultes analphabètes, le manque d'accès aux ressources naturelles mesuré notamment par la proportion d'individus n'ayant pas accès à l'eau potable), ou comme l'Indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH, qui pondère l'IDH par une mesure des inégalités entre hommes et femmes).

C'est la raison pour laquelle aussi la commission Stiglitz (du nom du prix Nobel d'économie 2001 qui l'a présidée) a été créée, chargée par le Président de la République française d'identifier les limites du PIB comme indicateur de performance économique et de progrès social et de développer une réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop quantitative des performances collectives, a élaboré 12 recommandations sur la constitution d'indicateurs de bien-être, de prise en compte de l'environnement et du développement durable.

Quelles sont les différentes sources de la croissance ? Le travail est indiscutablement la première source de la croissance économique. Le premier des économistes classiques à s'intéresser au phénomène de la croissance, Adam Smith (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776) fait d'ailleurs de la division du travail une source majeure de croissance. Cette division du travail peut s'appliquer à l'entreprise elle-même, lorsque les travailleurs se spécialisent au sein de l'entreprise, ou au niveau international, lorsque ce sont les nations qui se spécialisent dans la fabrication de marchandises différentes, en exploitant leurs « avantages absolus ». En tout cas, la spécialisation a pour conséquence l'augmentation de la productivité du travail (voir définition) qui est un des éléments déterminants de la croissance économique.

L'augmentation de la productivité du travail provient aussi du facteur capital. Le capital, qui est l'ensemble des biens utilisés dans la production pour rendre le travail plus productif (voir la définition), réalise selon l'économiste autrichien Eugen von Böhm-Bawerk un détour de production, c'est-à-dire que si la production de machines

demande du travail et du temps, et repousse de ce fait à plus tard l'acte de consommation, elle peut aussi par la suite permettre d'obtenir une quantité plus grande de biens de consommation. En d'autres termes, le sacrifice de la consommation présente se justifie par l'espérance de bénéfices futurs.

Si dans la fonction de production classique la croissance résulte de la combinaison du travail et du capital (fonction dite de Cobb-Douglas, où la production Y est une fonction du travail et du capital ; $Y = f(K, L)$), le modèle traditionnel de croissance néoclassique proposé par Robert Solow en 1956 introduit le progrès technique qui permet d'éviter les rendements décroissants (la production augmente moins que proportionnellement à l'augmentation de la quantité de facteurs utilisés) et l'arrêt de la croissance. En plus des facteurs travail et capital, le progrès technique qui est la mise en place d'innovations économiques (introduction de machines nouvelles, réalisation de nouvelles méthodes de production, utilisation de connaissances scientifiques jusque-là inexploitées) dans le processus de production, permet à son tour d'augmenter la productivité du travail, ce qui relance la croissance.

La croissance dépend donc de facteurs économiques qui sont le travail, le capital et le progrès technique, mais elle dépend aussi des « institutions », qui sont aussi bien des contraintes formelles comme les règles, les lois et les constitutions, que des contraintes informelles comme des normes de comportement, des conventions, des codes de conduite, et dont la fonction est de réduire l'incertitude inhérente aux relations humaines. Parmi ces institutions, on retiendra le rôle de l'État qui, en organisant le territoire, en promulguant des lois, en gérant des infrastructures, engendre un ensemble d'externalités positives qui alimentent la croissance. On retiendra également l'organisation démocratique qui repose sur les libertés individuelles et sur la propriété privée, et qui est de ce fait une organisation politique particulièrement en phase avec l'économie capitaliste. C'est ainsi que pour l'économiste indien Amartya Sen (prix Nobel 1998), les droits civiques accordés aux citoyens et les performances économiques se renforcent mutuellement.

La croissance économique est-elle illimitée ? Le développement durable (voir définition) est un concept qui permet de répondre par l'affirmative à cette question, en niant l'incompatibilité qu'il pourrait y

avoir entre préservation de l'environnement et développement, et cela à la condition de réaliser une double équité. La première équité est l'équité intragénérationnelle, ce qui signifie que les ressources, qu'elles soient économiques ou écologiques, doivent être équitablement distribuées entre les générations présentes en accordant une priorité aux plus démunis pour assurer un développement généralisé. La deuxième équité est l'équité intergénérationnelle, qui repose sur l'exigence que le développement présent tienne compte du développement potentiel des générations futures, ce qui revient à sauvegarder des ressources pour l'avenir. Comme on le voit, le développement durable possède donc deux dimensions : une dimension écologique de préservation vis-à-vis des ressources naturelles et de l'environnement, et une dimension humaine et sociale de développement partagé à l'échelle mondiale. Cette problématique a pris une signification politique lors de la tenue du premier sommet de la Terre à Rio en 1992 où est défini un « agenda 21 » recensant les mesures à prendre pour rendre le développement soutenable effectif au XXI^e siècle. Toutes les grandes conférences internationales qui suivront y feront référence : de la définition du protocole de Kyoto en 1997 (effectif depuis janvier 2008 pour les principales mesures) jusqu'à la Conférence internationale sur le climat de Bali en 2007 et la récente conférence de 2009 de Copenhague sur le réchauffement climatique, en passant par le sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002.

Notions-clés

Capital : toute richesse provenant de l'épargne ou de l'emprunt qui ne sert pas à la consommation immédiate, mais est destinée à la production de nouveaux biens ou d'un revenu. On distingue le capital fixe, ensemble des moyens de production durables qui participent à plusieurs cycles de production, et le capital circulant, composé des biens qui sont transformés ou détruits au cours du processus de production.

Croissance : augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues de la production d'un pays, à différencier de l'expansion qui désigne une augmentation de la production sur une courte période.

Développement : à la différence de la croissance, notion quantitative d'accumulation des richesses, le développement est une notion qualitative de transformation du cadre de vie (« *combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global* » selon François Perroux en 1961). La croissance ne suffit pas à assurer le développement, notamment lorsque les richesses créées sont captées par une minorité au détriment de la majorité de la population.

Développement durable : le développement durable, ou développement soutenable (en anglais « *sustainable development* ») est défini comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Cette notion a été théorisée en 1987 dans un rapport intitulé *Notre avenir à tous* et publié par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement créée par l'ONU et présidée par le Premier ministre norvégien, Gro Harlem Brundtland.

Formation brute de capital fixe (FBCF) : c'est l'investissement selon la comptabilité nationale. Cet investissement correspond à l'acquisition de biens de production dont l'utilisation dans le processus de production est supérieure à un an. Il s'agit donc de l'investissement matériel.

Indicateur de développement humain (IDH) : cet indicateur, calculé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a pour fonction d'estimer le niveau de développement des pays, sans en rester au PIB. Il combine trois critères ayant la même pondération, à savoir l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction (mesuré par le taux de scolarisation et par le taux d'alphabétisation des adultes), et le PIB réel par habitant calculé en parité de pouvoir d'achat. Il se présente comme un nombre sans unité compris entre 0 et 1 (plus il est proche de 1, plus le niveau de développement du pays considéré est élevé).

Investissement : l'investissement, au sens strict, est toute dépense de l'entreprise pour produire plus efficacement. Il comprend l'investissement matériel (machines, bâtiments,...) et l'investissement immatériel.

Investissement immatériel : il correspond à des dépenses de services dont le but est d'améliorer l'efficacité productive : recherche-Développement, marketing, formation... ; quant à l'acquisition de logiciels, elle est désormais prise en compte dans la FBCF.

Investissement public : investissement effectué par les administrations publiques.

Revenu par tête : c'est le Revenu national brut (ou RNB, somme des revenus primaires) divisé par le nombre d'habitants d'un pays. Cette mesure n'est qu'une moyenne, et c'est la raison pour laquelle la Commission Stiglitz recommande de considérer plutôt le revenu médian, qui est le revenu qui partage exactement en deux la population (la moitié de la population a un revenu plus élevé, l'autre moitié a un revenu moins élevé)

Population active : ensemble des personnes qui occupent ou recherchent une activité professionnelle rémunérée. L'optique est celle de l'offre de travail : un actif est une personne présente sur le marché du travail, qu'elle trouve ou non un employeur.

Produit intérieur brut (PIB) : somme des valeurs ajoutées des agents économiques présents sur le territoire, à laquelle on ajoute la taxe à la valeur ajoutée (TVA), les droits de douane, et dont on retranche certaines subventions. Le PIB inclut aussi la production non marchande, ou production des administrations publiques, évaluée d'après son coût de production (en grande partie constitué par la rémunération des fonctionnaires).

Productivité du travail : l'INSEE mesure la productivité apparente du travail, pour bien indiquer que la productivité, si elle dépend du travail, résulte cependant plutôt de l'ensemble des facteurs de production et de leur combinaison. On distingue la productivité par tête, qui est le rapport entre la valeur de la production (valeur ajoutée d'une entreprise ou PIB pour le pays) et le nombre de personnes en situation d'emploi, et la productivité horaire, rapport entre la valeur de la production et le nombre total d'heures travaillées.

Valeur ajoutée : elle se calcule en soustrayant les consommations intermédiaires (biens et services détruits ou transformés par l'entreprise au cours du processus de production, par exemple l'énergie et les matières premières) du chiffre d'affaires (quantité de produits vendus multipliée par le prix de vente unitaire). La variation

des stocks est également prise en compte : si cette dernière augmente, cela accroît la valeur ajoutée.

Auteurs-clés.....

North, Douglass (né en 1920) : économiste américain qui a reçu le prix Nobel en 1993 (avec Robert William Fogel) pour ses travaux en histoire de la pensée économique, et plus particulièrement pour l'application des méthodes quantitatives et de la théorie économique dans l'explication du changement institutionnel. North montre notamment que les institutions (par exemple par l'intermédiaire des droits de propriété) réduisent les coûts de transaction (coûts préalables à une transaction économique, comme les coûts liés à la recherche d'information, aux risques dus au comportement parfois imprévisible des agents,...) et favorisent de ce fait la croissance.

Perroux, François (1903-1987) : économiste français qui porte sur la science le regard d'un humaniste chrétien, ce qui le conduit à faire une critique sévère de l'économie de marché quand celle-ci s'accompagne d'une montée des inégalités et d'une marchandisation des rapports sociaux. Pour lui, l'économie doit avoir pour finalité première de couvrir les coûts de l'homme, c'est-à-dire de répondre à ses besoins fondamentaux en matière de nourriture, de logement, de santé et d'éducation. À ce titre, il opère une distinction qui a fait autorité jusqu'à nos jours entre le développement, « combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui tendent à faire croître durablement et cumulativement son produit réel global », et la croissance, « augmentation soutenue d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global net en termes réels ».

Sen, Amartya (né en 1933) : économiste indien qui a reçu en 1998 le prix Nobel pour sa contribution à l'économie du bien-être. Les travaux de Sen concernent particulièrement la théorie du choix social dont l'objet est de comprendre comment peuvent s'exprimer les préférences collectives à partir des choix individuels. Pour Sen, les choix collectifs doivent être confrontés aux exigences d'une éthique permettant de définir ce qui est désirable ou pas. Par exemple, si l'équilibre économique s'accompagne du dénuement d'une grande partie de la population, il est nécessaire de modifier cette situation

au nom du respect de la dignité humaine. Sen appelle « *capabilité* » (traduction française du terme anglais « *capability* ») la capacité que possède un individu de choisir sa vie, et qui dépend à la fois de ses caractéristiques personnelles (sexe, âge, état de santé, niveau d'éducation) et de l'organisation sociale. Cette dernière doit permettre le plein exercice des libertés fondamentales et de la démocratie, et également la satisfaction des besoins essentiels.

Stiglitz, Joseph (né en 1943) : économiste américain qui a reçu en 2001 le prix Nobel (avec Georges Akerlof et Michaël Spence) pour ses travaux sur les marchés avec asymétrie d'information. Cette asymétrie d'information peut conduire à une sélection adverse (c'est-à-dire que l'agent en manque d'information va opérer un mauvais choix, comme par exemple la compagnie d'assurances qui élève ses tarifs et qui de ce fait ne garde que les clients aux comportements les plus risqués, ceux qui ne peuvent pas se permettre de changer de compagnie) et à un aléa moral, dans lequel l'agent le moins informé ne peut pas contrôler les comportements de son partenaire, et de ce fait n'évalue pas les opportunités de ces comportements (par exemple, l'employeur, ne connaissant pas la productivité de ses salariés, a tout intérêt à les augmenter au-delà de la rémunération du marché pour accroître leur efficacité ; c'est ce que l'on appelle la théorie du salaire d'efficacité). Récemment, Stiglitz a aussi présidé la Commission chargée par le président de la République française d'identifier les limites du PIB et de développer la réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop exclusivement quantitative du phénomène de la croissance.

Weber, Max (1864-1920) : sociologue allemand, bien souvent considéré comme le rival du français Émile Durkheim, parce qu'à la différence de celui-ci, il prône une méthode sociologique qui consiste à partir de l'individu et de ses motivations pour expliquer les comportements sociaux (méthode dite de l'individualisme méthodologique). Max Weber s'oppose également à Marx dans l'explication de la dynamique du capitalisme. Alors que ce dernier pense que l'infrastructure détermine la superstructure (et donc que l'idéologie n'est pas le moteur du développement), Weber montre au contraire que l'éthique protestante, en faisant de l'obligation de travailler et d'épargner une obligation morale, a constitué un puissant ferment